Récépissé n°0254/29/10/04 HAAC

N° 359 du 23 Mai 2014

L'ÉVEIL de la nation

Hebdomadaire togolais d'informations générales - Fondé en 2004

Prix : 250 F CFA

Chefferie traditionnelle/Canton de Agoenyivé-Vakpossito :

Togbui Komlan Aziagbédé-Hossou IV, 1er chef reconnu officiellement

P.5

Dialogue politique Togotélécom II : P.3

L'opposition incapable de s'entendre même quand UNIR lâche tout

Un facilitateur attendu les prochains jours

Vue partielle des acteurs politiques réunis autour d'une même table au siège de Togotélécom.

Loin de la politique politicienne, Faure Gnassingbé plutôt préoccupé par le quotidien des populations :

Faure Gnassingbé, PR

Les questions d'autosuffisance alimentaire, d'intégration, de sécurité et de développement au cœur de ses actions

P.4

Demande de Libération et annulation des poursuites dans l'affaire des incendies : P.3

L'ANC veut le beure et l'argent du beure

Jean-Pierre Fabre, président de l'ANC

A moins de dix mois de la présidentielle de 2015

UNIR en ordre de bataille, l'opposition à la recherche du bon pied

P.3

La CENI se réactive

C'est la reprise des classes la CENI

Diplomatie Gabonaise :

Dix jours après la mort de l'ambassadeur Togolais, un employé de l'ambassade d'Angola retrouvé mort dans son véhicule

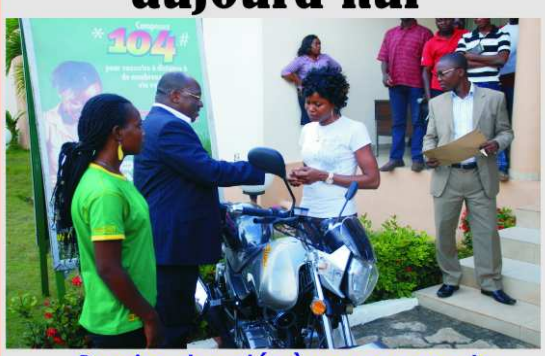
P.4

Le véhicule du défunt employé de l'Ambassade d'Angola

Jeu 90 jours de folie chez Togo Cellulaire :

Des heureux gagnants encore attendus aujourd'hui

P.2



Remise des clés à une gagnante

Jeu 90 jours de folie chez Togo Cellulaire :

Des heureux gagnants encore attendus aujourd'hui

Démarré le mois dernier, le grand jeu 90 jours de folie est une initiative du leader de la téléphonie mobile au Togo pour plus de complicité avec sa clientèle. Ce jeu qui a reçu l'adhésion des fidèles abonnés continue de faire des heureux gagnants chaque semaine. Avant de reconnaitre les gagnants du jeu comptant pour le 7ème tirage attendu ce matin, retenez que déjà 300 des 600 lots mis en compétition ont été déjà emportés. Le 6ème tirage effectué le vendredi 15 mai dernier dans la grande salle de conférence de la Sazof a connu l'enlèvement de 50 lots.

Ce jeu est la preuve par trois que le client est Roi chez Togo Cellulaire. C'est ce qui explique la fréquence de pareil jeu chez le leader de la téléphonie mobile au Togo. C'est une préoccupation pour les premiers responsables de cette société qui n'ont jamais voulu faire les choses à moitié histoire d'accroitre les liens de partenariat entre cette société et sa clientèle qui ne cesse au jour le jour de lui faire confiance. C'est d'ailleurs ce qui témoigne l'engouement autour de ce jeu. A mi parcours de ce jeu, outre les 300 lots raflés, les 02 Citroëns d'une valeur de 11 millions sont toujours en attente d'être prises.

Comptant pour le 6ème tirage qui était couplé de la remise des lots du quatrième et cinquième tirage l'ambiance des jours heureux étaient au rendez-vous. Pour M. Aidam qui a remporté une carte Visa de 100000 FCFA, ça a été une surprise pour lui de gagner ce prix, mais il remercie d'ores et déjà tout le staff de Togo Cellulaire pour l'organisation de ce jeu qui lui a permis de se faire compter parmi les gagnants.

Pour sa part M. Gbozo Mensah, gagnant de la moto, l'émotion était grande car c'est grâce à une seule recharge journalière qui lui a permis de gagner cette moto. Pour bon nombres de gagnants, ce fut des surprises car par un simple geste de recharge vous êtes fait gagnant.

Le directeur commercial et marketing de Togocel M. Ago Baza a déclaré que Togo Cellulaire par ce jeu fera ainsi plus de 600 heureux gagnants à raison de 50 par tirage. Il invite de ce fait tous ceux qui hésitent encore à vite prendre le train en marche car ce jeu n'a d'autres objectifs que de donner un sourire aux abonnés de Togo cellulaire.

Le jeu 90 jours de folie a un principe simple, c'est un jeu d'incitation au rechargement permettant aux clients prépayés de cumuler des points et de gagner des lots en fonction de leur niveau de rechargement, sur la base d'un objectif assigné à chacun d'entre eux. Ce jeu offre la possibilité à tous les clients de tous profils confondus d'être gagnants.

Ce septième tirage connaitra à coup sûre le premier gagnant du super gros lot c'est-à-dire la Citroën C Elysée d'une valeur de 11 million de FCFA

Pour assurer le cadre légal du jeu, un huissier est commis pour la circonstance.

La Rédaction

COMMUNIQUE DU M.150

(Relatif au démarrage du dialogue politique de ce jour lundi 19 mai 2014)

Le Mouvement 150 (M.150), dont l'objectif est la défense et la promotion de la Constitution Togolaise, réuni à son Bureau Exécutif élargi aux Bureaux des Coordinations Préfectorales, a pris connaissance du démarrage ce lundi 19 mai 2014 d'un nouveau dialogue politique entre les différents partis politiques parlementaires togolais. Le sujet central dudit dialogue est l'ouverture des discussions devant aboutir à des réformes constitutionnelles et Institutionnelles.

Ce sujet, à l'ordre du jour, est resté l'une des préoccupations majeures longtemps exprimées par l'ensemble de la classe politique togolaise. Lequel sujet préoccupe autant le Président de la République, si bien qu'il en a toujours fait faire mention dans les programmes de gouvernement présenté devant l'Assemblée Nationale. Un pas de plus a été franchi dans ce sens avec la création d'un département ministériel chargé de la mise en œuvre des recommandations de la Commission Vérité Justice et

Réconciliation (CVJR) ; un des aspects desdites réformes. C'est dire que du coté du pouvoir comme de l'opposition, tout le monde reconnait la nécessité des réformes pour la bonne marche de la Démocratie togolaise.

Cependant, le passé récent rappelle à l'opinion qu'au cours de la longue marche de notre processus démocratique, des initiatives pareilles ont été prises, surtout pour ce qui est des modifications de notre Constitution. Malheureusement, les conséquences de ces initiatives, parfois adoptées et mises en application, en faisant fi de la volonté du Peuple , au nom duquel on a l'habitude de parler sans vouloir le consulter, ont aboutit à la naissance de nouvelles crises qui, a répétition, ont contribué à plomber les nombreux efforts des uns et des autres sur le chemin de la réconciliation nationale, condition sine que non pour la Paix et le développement réel.

Au vu de tout ceci, et pour éviter que ce nouveau dialogue finisse dans des solutions porteuses de nouveaux germes de crises, le M150, tout en félicitant le Gouvernement en particuliers et la classe politiques en général pour l'ouverture dudit dialogue, encourage toute la classe politique à faire de cette nouvelle assise un succès dans la voie d'apaisement vers les prochaines échéances électorales.

Toutefois, le M.150 refuse de croire à une solution qui aboutirait à une réforme de la Loi Fondamentale de la République Togolaise, la Constitution, socle de toutes les autres Institutions, qui resterait l'apanage des seuls membres des partis politiques. Afin d'éviter des précipitations qui aboutiraient encore à des "oublis fâcheux", germes de crises à l'avenir, le Mouvement 150 demande une et une seule chose de la part de la classe politique nationale : pour cette ultime fois, que la réforme constitutionnelle passe nécessairement par la voie référendaire, la seule qui fait du Peuple souverain le seul maître du choix de son destin.

On a assez parlé au nom de ce Peuple. Il est temps qu'on le laisse s'exprimer sur cette question capitale qui touche à son avenir. Certes, tous les politiciens concernés par cette question sont des Togolais ; mais tous les Togolais ne sont pas des politiciens. Dès lors, laisser les politiciens parler au nom de tout le monde devient pour nous une dictature de leur part.

Fait à Lomé, le 19 Mai 2014
Le Coordonnateur Général
Basile Komlanvi AGBOH

Dialogue politique Togotélécom II :

L'opposition incapable de s'entendre même quand UNIR lâche tout

Un facilitateur attendu les prochains jours

Depuis les 19 courants, le siège de Togo télécom à Lomé sert de cadre aux discussions inter togolaises dans le cadre du dialogue politique voulu et lancé par le gouvernement sur instruction du Chef de l'Etat Faure Gnassingbé.

Vue partielle des acteurs politiques présents à ce dialogue

Après 4 jours d'échanges, l'optimisme de la majorité des togolais est déjà entamé, tant les divergences sont surdimensionnées, les mésententes grandes à telle enseigne qu'on se demande qu'est-ce que les délégués feront de mieux que les résultats du CPDC rénové.

Selon les indiscrétions obtenues des participants, il nous revient régulièrement que le vrai problème à cette table reste et demeure la mésentente voire la haine au sein de l'opposition.

Les divergences au sein de cette opposition, les querelles de personnes en son sein ainsi que la politique politicienne et l'hypocrisie de cette frange de la classe politique ralentissent et même bloquent les travaux.

Et même lorsque UNIR le parti majoritaire avec ses 62 députés sur 91 accepte ou lâche tout, l'opposition dans l'ensemble très minoritaire à l'Assemblée nationale avec seulement 29 élus est incapable de s'entendre sur l'essentiel.

Comme le déclarait le Dr Kouessan William, président du parti " Santé du peuple ", membre de la coalition Arc-en-ciel, malgré son optimisme, " Tout le monde est fatigué par cette situation ".

Et si le scepticisme de Fulbert Attisso, porte parole de l'Appel des patriotes et de Djimon Oré, président du Front des Patriotes pour la Démocratie, étaient justifiés. Le premier estime que dialogue Togo télécom II " est un non évènement parce que depuis 25 ans, nous avons fait la même chose " déçu de l'opposition qui n'innove pas. Pour lui la solution au mal togolais est endogène à l'opposition c'est-à-dire qu'elle n'a " rien à chercher avec le parti au pouvoir ".

Fulbert Attisso rejoint ainsi Djimon Oré qui estimait la semaine dernière que le dialogue qui s'est ouvert Lundi " ne va rien donner ".

Qu'à cela ne tienne, durant 4 jours de discussions, le dialogue n'a pu mettre en place qu'un bureau provisoire, définit les points de discussions et adopté des décisions ainsi que de leur mise en œuvre comme si la priorité était ailleurs. A titre d'exemple de division de l'opposition et de querelles de personnes en son sein, tenez, lorsque UNIR a refusé de présider le bureau provisoire alors qu'il était définit à la primature une présidence tournante, l'opposition a été incapable de s'entendre sur un nom pour le faire. Et ironie du sort c'est UNIR qui les a départagés dans leurs querelles de clochards en proposant le parti ADDI pour présider aux travaux.

Heureusement que la séance de Mercredi a permis de s'entendre sur la médiation.

Désormais donc et pour le reste du temps imparti à cette rencontre, c'est sous l'égide d'un médiateur que les travaux se dérouleront.

Communiqué du Dialogue

Le communiqué de presse Les discussions entamées dans le cadre du dialogue entre les partis parlementaires se sont poursuivies les mardi 20, mercredi 21 et le jeudi 22 mai 2014.

Les parties prenantes se sont entendues sur les modalités de discussions, la mise en œuvre des propositions qui seront retenues à l'agenda détaillé des discussions. Le dialogue s'est accordé sur la désignation d'un facilitateur.

A cet effet, des contacts ont été pris et des démarches sont en cours.

Fait à Lomé le 22 mai 2014

A moins de dix mois de la présidentielle de 2015

UNIR en ordre de bataille, l'opposition à la recherch du bon pied

La CENI se réactive

On ne le dira jamais assez, au Togo, il y a une certaine classe politique se targuent tout simplement du titre d'opposition dort sur ses lauriers en pensant que c'est en marchant et en insultant qu'on gagne une élection. Et lorsque les résultats tombent elle crie au haro sans chercher à connaître les tenants de l'échec. Ainsi elle attend une nouvelle échéance et vis repétita.

Georges Aïdam, UNIR

Jean-Pierre Fabre, ANC

Aujourd'hui, le pays est à moins de dix mois d'une échéance capitale, notamment la présidentielle de 2015 qui doit se tenir au plus tard en mars mais qu'est-ce qui se passe?

Pendant que UNIR le parti au pouvoir fort de ses 62 élus sur 91 lors des législatives de 2013 continue à quadriller le pays sous forme de formation, de sensibilisation et de mobilisation tout azimuts, l'opposition s'enfonce toujours dans ses querelles de tranchée comme si une élection est gagnée par le plus bavard et calomniateur des autres. Seul le travail sur le terrain paie.

Certes, le président de l'ANC Jean-Pierre Fabre a effectué une tournée dite nationale récemment mais en réalité il s'agissait plutôt de visites plus touristiques qu'autres.

En plus, pour une élection et présidentielle de surcroît, le temps n'est pas de critiquer, insulter sans rien proposer. Un autre péché mignon de cette opposition.

D'ailleurs, Jean-Pierre Fabre après son tourisme national ne

Adjamagbo_J., AEC/CDPA

Suite à la page 4

Demande de Libération et annulation des poursuites dans l'affaire des incendies :

L'ANC veut le beure et l'argent du beure

Dans le cadre des réformes constitutionnelles et institutionnelles inscrites dans l'Accord Politique Global (APG), le gouvernement sous l'instigation du chef de l'Etat, a engagé des consultations qui ont abouti à un début de dialogue politique inter togolais depuis Lundi dernier.

Patrick Lawson, 1er Vice-Pdt ANC

Aux six points initialement retenus, nomination et les prérogatives du Premier Ministre, les conditions d'éligibilité du Président de la République, la durée et la limitation du mandat présidentiel, l'institution du Sénat et la réforme de la cour constitutionnelle, les délégués au dialogue ont bien voulu en ajouter d'autres.

Il s'agit entre autres du mode du scrutin, du cadre électoral, des élections locales, de la HAAC de la cour constitutionnelle et de l'Armée.

Mais un des points et le dernier notamment relatif aux mesures d'apaisement du climat politique.

Sécurité des militants des partis politiques oui mais pourquoi libération des personnes détenues et annulation des poursuites dans l'affaire des incendies des marchés de Kara et de Lomé ?

On voit là une arnaque et un chantage politiques. Dialogue politique ne peut pas avoir pour synonyme impunité.

On ne peut pas au nom du dialogue politique lâcher des pyromanes et criminels comme cela.

Et les victimes dans ce cas, que vont-elles faire ? Se résigner ou quoi ?

L'Etat qui a le devoir de protéger les citoyens contre les malfaiteurs ne doit pas accepter que cela soit ainsi.

Au délà de tout, il est important de rappeler que après les inculpations de la justice togolaise dans cette affaire des incendies, le CST a cru utile de rendre public un rapport qui accablent des personnalités proches du pouvoir comme étant celles qui ont mis le feu aux deux marchés. Alors, si quelqu'un doit demander l'aboutissement de ce dossier, sa devrait bien être ceux qui ont été inculpés afin que l'opinion ait la certitude qu'ils sont blancs et comme neige dans cette affaire.

Ensuite, nous vivons dans un pays où la séparation des pouvoirs est une réalité et il n'est pas croyable que des gens qui se disent avoir en leur sein des éminents juristes confondent le pouvoir exécutif et le judiciaire.

Ce jeu obscure de l'ANC de Jean-Pierre Fabre doit être arrêté nette au risque d'ouvrir la porte à la vengeance justicière des victimes.

Kpélafia Biva

Loin de la politique politicienne, Faure Gnassingbé plutôt préoccupé par le quotidien des populations :

Les questions d'autosuffisance alimentaire, d'intégration, de sécurité et de développement au cœur de ses actions

Pendant que l'opposition monte les enchères au dialogue politique voulu par le chef de l'Etat Faure Essozimna Gnassingbé, par des propositions et conditions politiciennes, le président Faure pense et agit plutôt en faveur du mieux être du quotidien des populations comme quoi la politique politicienne est le dernier souhait des concitoyens.

Faure Essozimna Gnassingbé, PR Togo

Alassane Dramane Ouattara, PR Côte d'Ivoire

Le week-end le président de la République a poursuivi en effet, ses actions en faveur du monde paysan dans l'optique de l'atteinte de l'autosuffisance alimentaire.

Il s'est agi de la remise d'un important lot de matériel agricole et de la décoration de plusieurs producteurs. Durant cette activité qui a eu pour cadre la ville de Dapaong, le chef de l'Etat a donné un coup de pouce et permis d'intensifier la campagne de sensibilisation en faveur de l'accès des pauvres aux services Financières (APSEF), un produit du Fond National de la Finance Inclusive (FNFI) initié par le président Faure Gnassingbé afin de lutter contre la pauvreté et améliorer un tant soit peu les conditions de vie des populations démunies.

Mardi, le président Faure a effectué un aller-retour Lomé-Abidjan, Abidjan-Lomé pour échanger avec son homologue ivoirien Alassane Dramane Ouattara, sur l'intégration régionale, notamment au sein de l'UEMOA et de la CEDEAO, mais aussi sur les questions relatives à l'insécurité grandissante au Nigeria, au Mali et les autres pays victimes d'actes terroristes.

Depuis hier jeudi le président Faure Gnassingbé participe à Kigali au Rwanda, à un forum sur l'avenir de la Banque Africaine de Développement (BAD) 50 ans après sa création et les perspectives de développement de l'Afrique.

En compagnie de ses pairs du Kenya, du Gabon, du Mali, du Rwanda et du premier ministre éthiopien, les présidents présents à cette rencontre essayeront de plancher sur l'avenir du continent.

A l'occasion, les dirigeants d'Afrique partagent la vision à long terme pour le développement du continent.

Comme on peut le constater aisément, le président Faure Gnassingbé fait de la real politik contrairement à ses opposants qui font plutôt du spectacle, du sensationnel, de l'imagination et autres.

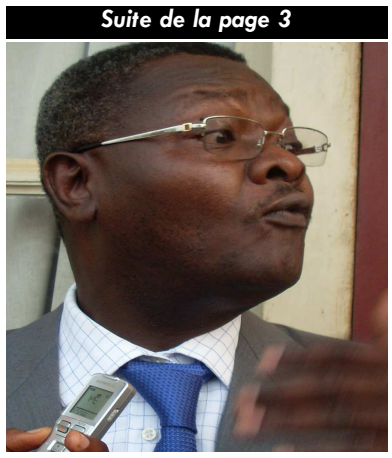
Kpélafia Biva

A moins de dix mois de la présidentielle de 2015

UNIR en ordre de bataille, l'opposition toujours divisée et désorganisée

LA CENI SE RÉACTIVE

Suite de la page 3



Agbéyomé Kodjo, OBUTS

s'est-il pas remis dans ses travers de marcheur infatigable ? Le weekend dernier il a changé de direction à ses marches hebdomadaires en prenant en otage certaines rues du quartier Agbalépédogan en lieu et place de la plage.

En lieu et place d'un travail sérieux, il passe son temps à marcher et à revendiquer la victoire d'une élection dont le mandat vient à terme dans dix mois et après c'est pour crier à la fraude.

Dans tous les cas l'organisation n'attendra pas les canards boiteux.

C'est ainsi que la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) s'est réactivée depuis quelques temps en enclenchant des plénières et réunions de tous ordres, histoire de faire le point et lancer les perspectives.

Ceci se fait conformément à l'article 61 de la constitution qui permet d'envisager la présidentielle au plus tard en mars 2015.

D'ailleurs, l'article 19 du code électoral dispose que " les membres de la CENI sont nommés pour un mandat de un an renouvelable. Ils restent en fonction jusqu'à la mise en place d'une nouvelle CENI ".

Des membres de la CENI (Photo archives).

On comprend dès lors qu'ils sont dans leur droit et que ce sont les politiciens qui doivent accélérer du côté de Togo télécom afin de préciser les choses.

Dans tous les cas, locales ou pas, la présidentielle aura lieu au plus tard en mars 2015, donc dans moins de dix mois et les candidats qui veulent se tirer d'affaire doivent commencer dès à présent à mouiller le maillot.

La Rédaction

Diplomatie Gabonaise :

DIX JOURS APRÈS LA MORT DE L'AMBASSADEUR TOGOLAIS, UN EMPLOYÉ DE L'AMBASSADE D'ANGOLA RETROUVÉ MORT DANS SON VÉHICULE

Le Gabon est désormais une destination qui donne la trouille aux diplomates d'autres pays d'Afrique ? C'est en tout cas la question qui est sur toutes les lèvres depuis la découverte macabre le 11 Mai dernier du corps sans vie du sieur Adéwi ambassadeur du Togo en poste à Libreville et d'une jeune dame Gabonaise morts noyés dans un petit océan et la survenance d'un autre drame d'un employé de l'ambassade d'Angola retrouvé mort dans son véhicule.

Pour l'heure les conditions exactes de sa mort ne sont pas encore déterminées, le corps de Fernando Domingos Zambi ayant été retrouvé sans vie près de son véhicule avec des marques de terre sur le visage et des écorchures au pied.

Les premiers éléments de l'enquête ont cependant révélés que l'attaché de télécommunication de l'ambassade d'Angola était en galante compagnie peu avant le drame. Toutefois la police n'a pas encore réussi à remonter la trace de cette tierce personne.

Le véhicule du défunt employé de l'Ambassade d'Angola

Des situations qui se ressemblent étrangement et qui, si des enquêtes dignes de ce nom ne sont pas menées pour situer l'opinion nationale gabonaise et internationale sur les réelles circonstances de ces deux décès de diplomates, les pays qui ont d'excellents liens de coopération avec le Gabon vont commencer par se rebiffer.

Un ressortissant Angolais, employé à l'ambassade de son pays au Gabon a été retrouvé mort près de son véhicule dans des suspectes dans la nuit du lundi à mardi dans la capitale, Libreville, selon la presse Gabonaise.

Fernando Domingos Zambi a été retrouvé mort dans la nuit du lundi 19 au mardi 20 avril près de son véhicule de service dans la zone dite derrière le tribunal à Libreville, selon le journal l'Union.

Deux versions principales s'affrontent concernant les circonstances de la mort de l'employé de l'ambassade Angolaise, les uns affirment qu'il aurait été attaqué par des bandits tandis que pour d'autres il aurait plutôt été agressé et dépouillé par sa galante compagnie.

Les responsables de la représentation du pays de Santos au Gabon n'ont à cette heure fait de commentaire sur cet incident attendant pour se faire les résultats de l'enquête ouverte par la police Gabonaise.

Chefferie traditionnelle/Canton de Agoenyivé-Vakpossito :

Togbui Komlan Aziagbédé-Hossou IV, 1er chef reconnu officiellement

Sur tous les claviers géographiques et territoriaux dans la préservation de l'harmonie dans la cité l'une des valeurs sûre sur lesquelles devait compter le pouvoir central est bien attendu la chefferie traditionnelle et ses démembrements. Ce vocable très connu de la plus haute autorité du pays qui, en Homme averti, ne lésine pas en ce qui concerne la promotion pour la préservation de la paix sur la terre de nos aïeux.

Les autorités administratives et religieuses présentes au cours de la cérémonie

Il va sans dire que l''acronyme chefferie traditionnelle, gardien des US et coutume fait désormais parti du décor national, de l'imaginaire collectif et déjà tend une sorte de ciment de la conscience politique unitaire transposable dans l'avenir de la gestion publique des affaires de la nation. C'est à juste titre que le canton d'Agoenyivé-Vakpossito connait depuis le 17 mai dernier un nouveau jour. Il s'agit de la cérémonie d'intronisation et de remise du décret présidentiel de reconnaissance de la désignation par voie coutumière de Togbui Komlan Aziagbédé-Hossou IV. L'histoire retiendra qu'il est le premier chef traditionnelle de ce canton placé dans un passé récent dans le canton de Zanguera.

Aux évènements particuliers, des organisations particulières, l'école primaire publique de Vakpossito a vibré de toutes les sonorités le week-end dernier avec la présence effective du ministre de l'administration territoriale de la décentralisation et des collectivités locales Gilbert Bawara, du préfet du golfe Koffi Mélébou, du président de la délégation spéciale de la préfecture du golfe, des députés à l'assemblée nationale et une forte délégation de l'union des chefs traditionnelles du Togo.

La série d'allocution pour meubler le décor de la célébration a été inaugurée par le président du comité d'organisation et porte parole de la population Dr Koffi Claude.

A l'entame de ses propos, il a fait l'historique du désormais canton de Vakpossito qui, à sa genèse s'appelait Zomé qui signifie littéralement dans le feu à cause des conditions de vie difficile du milieu, tire ses origines d'une petite cellule famille qui exerçait le commerce et l'agriculture et la chasse.

Chemin faisant, lorsque les voisins des villages environnants leur demandaient comment vont les activités à Zomé, ils répondirent Vakpo, qui signifie viens voir. Avec son marché, naissait le toponyme Vakpossito d'où son nom actuel. Ce marché était le carrefour d'échange des 07 quartiers de Nyivé. Les vicissitudes de la vie ont fait que le village de Vakpossito a connu de 1935 à 1996 une succession de trône jusqu'à sa reconnaissance comme canton aujourd'hui. Selon lui, le désormais chef canton de Vakpossito est le 4ème dans la série des successions et le premier chef du canton de Vakpossito, 10ème de la préfecture du Golfe

Pour sa part Ewefiaga Togbui Agokoli IV, Président de l'Union des Chefs du Togo, a d'abord remercié le gouvernement pour la promotion et la revalorisation de la chefferie traditionnelle en lui conférant ses pleins pouvoirs. Ceci dénote de la place on ne peut plus importante qui échoit aux gardiens des valeurs coutumières au Togo. Dans ses conseils à l'endroit du nouveau chef canton, il a signifié que l'amour et la concertation avec ses pairs et proche collaborateur doivent être le soubassement de la réussite de son règne. Il doit être à l'écoute de ses administrés pour l'harmonie dans la cité.

Togbui Komlan Aziagbédé-Hossou IV, recevant sa reconnaissance officielle

Il a renchéri en disant que la tâche du chef canton est incompatible avec tout mandat électif et toute autre forme de fonction libérale. En digne représentant de sa population, il doit observer des règles et être impartial et conciliateur, rassembleur, loyale autour de sa population pour une réussite des actes de développement. Il a ensuite appelé la population à resserrer les coudes autour de son chef canton pour l'édification du milieu.

Le moment tant attendu est l'intervention du Ministre de l'administration territoriale de la décentralisation et des collectivités locale M. Gilbert Bawara à qui revenait l'honneur d'installer le nouveau chef canton dans ses nouvelles fonctions. Pour lui cette cérémonie revêt une double importance, outre la reconnaissance du Chef de canton de Vakpo que lui confère l'autorité de cette cérémonie d'intronisation et de remise du décret présidentiel de reconnaissance de la désignation par voie coutumière, il est désormais le représentant de l'Etat en tant qu'autorité administrative dans le canton.

A ce titre il a la lourde mission d'être à l'écoute de sa population sans aucune autre considération quel que soient les éléments contingents qu'il sera appelé à trancher. Il aura pour mission de concilier la population dans un esprit de justice d'équité en restant équidistant à toute autre considération pour que l'harmonie et la concorde règne dans son canton en particulier et partant de là dans toutes la Nation Togolaise.

Il l'a appelé à rendre compte au préfet constamment de telle ou telle situation. Il a appelé Togbui Komlan Aziagbédé-Hossou IV à transcender son règne qui ne doit pas seulement se limiter au règlement des litiges, mais les problèmes d'insalubrité, de gestion d'ordure. Il a ensuite marqué son adhésion à l'historique faite par le président du comité d'organisation et a appelé les enseignants à faire la promotion de ses petites histoires qui à terme fonderont l'histoire Togolaise.

Cette célébration a pris fin avec la remise officielle du décret et un vin d'honneur dans une ambiance festive entretenue par les groupes folkloriques du canton.

ADAM

Photo de famille de la communauté des chefs traditionnels

Enlèvement des jeunes filles lycéennes par Boko Haram au Nigeria

La convention des femmes pour Unir(CFU) marque sa solidarité par une messe

Nul ne peut rester indifférent face au drame dont est sujet le monde entier en général et l'Afrique en particulier. De la piraterie maritime en passant par le terrorisme, les actes d'enlèvements, les violes et les homicides, trop de violences qui interpellent le monde entier.

De part et d'autres on affute les armes pour mettre hors d'état de nuire les différents groupes armés qui ménacent la paix à travers le monde. Le plus récent de ses atrocités est bien sûr l'enlèvement des 233 lycéennes le 15 avril dans l'Etat de Borno par le groupe Islamiste Boko Haram au Nord Est du Nigéria. Pour marquer sa solidarité aux otages et à leurs familles respectives, la convention des femmes pour Unir a organisé le dimanche dernier une messe d'action et de grâce à la paroisse Saint Antoine de Padoue pour implorer la grâce divine pour la libération des 323 filles capturées.

Dans son homélie le R.P Robert Kpomada a fait remarquer d'après un verset que, celui qui croit en Dieu ne sera jamais déçu en ce qui concerne les doléances qu'il aura a le soumettre.

Selon la présidente de la convention pour Unir Mme Raymonde Kayi De Souza, c'est à juste titre que la convention des femmes pour Unir a choisi d'offrir ses prières au père céleste pour que les filles enlevées soient rapidement libérées par leurs ravisseurs. Cette messe est organisée en communion avec la communauté Nigériane à Lomé en témoigne la présence à cette messe de l'aumônier de la communauté Nigériane au Togo R.P Fr. Ogbenno Chaplain, englishspeaking catholic community, Lomé.

La convention compte étendre les prières de ce genre sur toutes l'étendu du territoire car selon ces femmes, l'on ne doit pas baisser les bras jusqu'à la libération de ces filles si l'on veut préserver la paix et promouvoir une vrai politique du genre.

Mme Raymonde a mis l'accent sur la nécessité de ne pas faire un lien entre l'Islam et la secte Boko Haram car c'est deux choses différentes, l'Islam n'est pas forcément la chasse gardée du terrorisme.

Adam

La chambre Nationale des Notaires du Togo :

L'acte uniforme relatif au droit des sociétés commerciales, du groupement d'intérêt économique innové au centre d'une formation à Lomé

En vue d'assumer avec plus d'expertise les responsabilités professionnelles à eux dévolue, la chambre des notaires du Togo en collaboration avec la commission nationale OHADA était en formation de 03 jours et ce du 19 au 21 mi dernier à Lomé.

Cette formation placée sous le thème " les innovations de l'acte uniforme portant droit des sociétés commerciales et du groupement d'intérêt Economique " a ouvert ses travaux sous l'autorité du directeur de cabinet du ministère de la justice et des relations avec les institutions de la république M. Egbetogno en présence de la présidente de la chambre des notaires du Togo Mme Molga Abognima Kadjaka et des représentants des professionnelle de justice.

Les innovations de l'acte uniforme rentré en vigueur le 05 mai 2014 se doivent de se faire revisiter en vue de se mettre à jour pour son usage quotidien. En terme de connaissance techniques, l'acte uniforme révisé de l'OHADA constitue l'outil principal de travail et dont la maitrise permettra à coup sûr à chacun des participants de mieux répondre aux préoccupations de l'usager du droit.

La table lors des travaux

Selon le directeur de cabinet ; le temps et l'environnement international de plus en plus compétitif ont fini par en révéler les insuffisances pour n'avoir pas suffisamment intégré les constituants de la gouvernance d'entreprise, de la transparence et de la lutte contre le blanchiment, ainsi que l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication.

Pour lui, une autre carence du texte est de n'avoir pas suffisamment pris en compte l'importance de la simplification et de l'allègrement maximal des règles et des procédures pour favoriser la formalisation du secteur informel et la croissance du secteur privé. A la différence des autres corps judiciaires de notre pays, c'est certainement sur vous que la société togolaise, les populations de la sous région Ouest Africaine et les hommes d'affaires à travers le monde reposeront leur confiance et leur espoir de voir naitre, grandir et fructifier leur activités commerciales. Il est donc de leur devoir de vous armer des outils et des connaissances nécessaires et actualisées en vue de répondre efficacement à leur préoccupation.

Pour sa part, Mme la Présidente de la chambre des notaires du Togo a signifié que plusieurs aspects relatifs à la constitution des sociétés commerciales, à leur organisation et à leur fonctionnement, ont été également impactés par cette réforme et elle lance un appel une mise à jour globale des connaissances acquises sur la base de l'ancien acte uniforme.

Cette formation s'avère indispensable quand on sait que le notariat a une vaste mission, aux facettes multiples, essentielle dans un état de droit, confrontée, à une société qui se transforme profondément à un rythme accéléré.

ADAM

Promotion de l'équité en santé :

L'APPLICATION DES OUTILS URBAIN HEARST AU CENTRE D'UN ATELIER À LOMÉ

Malgré l'engagement envers " la santé pour tous " pris à Alma-Ata, force est de constater que le fossé entre les pays riches et les pays pauvres et entre les nantis et les démunis d'un même pays s'est beaucoup creusé.

Pour assurer les actions multisectorielles en outil de planification et de collecte des informations en vue de mettre en exergue les inéquités hommes et femmes, l'organisation mondiale de la santé(OMS) en collaboration avec le ministère de la santé ont organisés un atelier d'application des outils URBAIN Hearst (Ville santé) à Lomé. Cet atelier qui regroupe les participants des 05 districts de la commune a été ouvert par le conseiller technique du ministère de la santé représentant le secrétaire général du ministère de la santé M. Da Sadzo-Hetsu Kouami Dzrevo.

Marquant sa présence à la cérémonie d'ouverture de cet atelier, Dr Lucile Imboua, représentante de l'OMS au Togo a fait remarquer que la réflexion sur les écarts sanitaires d'un groupe de population à l'autre revient au cœur des questions souvent abordées par les autorités nationales et locales et par les organisations internationales. C'est pourquoi en 2005, l'OMS a créé la commission des déterminants sociaux de la santé afin de soutenir les pays et les partenaires mondiaux de la santé et d'attirer leur attention sur les déterminants sociaux qui sont des facteurs importants de mauvaise santé et d'inégalité sanitaires entre les pays, au sein d'un même pays.

Cette rencontre marque les premiers pas visant à résoudre la question de la santé en milieu urbain et en particulier les inégalités sont en droite ligne avec le quotidien des Togolais selon le niveau de l'échelle pour rendre positive l'inégalité.

Il serait abordé durant les 03 jours que vont durer les travaux les questions de la santé en milieu urbain dans une approche multidisciplinaire en raison de la nature diversifiée des défis de santé en milieu urbain, la surveillance les preuves et la recherche par des évaluations soutenues des interventions doivent être partagées et utilisées pour identifier les meilleures approches permettant d'investir dans l'amélioration de la santé dans les villes et la réduction des inégalités, les solutions à l'urbanisation devraient être développées dans un cadre intersectorielle où les gouvernements travaillent efficacement en partenariat avec le secteur public, les organisations de la société civile et le patronnât.

ADAM

Pour vos annonces, publicités, reportages et communiqués contactez le 22 46 57 87/ 90 03 17 74

MALI: L'ARMÉE RÉGULIÈRE A MIS LE PIED DANS LA FOURMILIÈRE

La situation dans le nord du Mali est bouleversée. Mercredi, à Kidal, l'armée malienne qui a lancé une offensive dans la matinée a été sévèrement battue par les groupes du Nord. Ce jeudi, la ville est sous le contrôle de ces mouvements. Le MNLA affirme par ailleurs tenir les villes de Ménaka, Andéramboukane et Anéfis, des pertes qui n'ont pas encore été reconnues officiellement par Bamako.

Kidal a retrouvé son calme, ce jeudi. " La nuit a été bonne, on s'est un peu reposé ", raconte un habitant encore choqué par les rudes combats de mercredi. " Il y a du monde dans les rues, les gens circulent en pagaille, décrit un commerçant qui ajoute que des camions de denrées sont arrivés d'Algérie, c'est signe que ça va mieux ".

Dans les quartiers sud de la ville, au niveau du Camp 1, tombé aux mains du MNLA, et de l'ancien fort, la population est venue récupérer ce qu'elle peut. " Des jeunes ramassent des nattes, des matelas, des gamelles ", décrit un habitant qui a parcouru Kidal en moto : " J'ai vu de mes propres yeux six cadavres de soldats maliens, mais je pense que le bilan est beaucoup plus grave ".

Chassé de Kidal, le gouvernement malien décrète un cessez-le-feu

Pour l'instant, 24 heures après la fin des combats, la Minusma gère l'urgence. Pour la force onusienne, la priorité, c'est la prise en charge des blessés, en majorité des soldats maliens. Il y a actuellement 23 cas graves, c'est-à-dire qui nécessitent des actes chirurgicaux, au camp 2, camp de la force onusienne.

Deux hélicoptères des Nations unies se sont posés à Kidal vers 15 heures heure locale, les évacuations vers Gao ont alors débuté. Une source à la Minusma indique que les 145 soldats maliens réfugiés depuis mercredi au camp 2 seront évacués. La logistique est en tout cas un réel problème, la piste de Kidal, détériorée ces derniers jours, ne permet pas aux avions d'atterir.

Au niveau des prisonniers, les groupes affirment avoir arrêté 40 personnes, des soldats et des gendarmes, dont 28 seraient aux mains du HCUA (Haut Conseil pour l'unité de l'Azawad), et 12 détenus par le MNLA (Mouvement national de libération de l'Azawad). Le CICR, qui a prévu de leurs rendre visite ce jeudi soir ou vendredi, indique que la coopération avec les mouvements ne pose aucun problème.

Le bilan des morts suite aux combats de mercredi est par contre très difficile à établir, un responsable du MNLA parle de 40 soldats maliens tués mais

Des soldats du MNLA à Kidal (Photo archives).

ajoute que c'est un chiffre provisoire. La Minusma a visiblement accepté de récupérer les corps mais les opérations n'ont pas encore débuté. " C'est vraiment un problème ", indique un membre de la force onusienne à Kidal, " il fait très chaud, les corps se décomposent déjà mais il y a des urgences avec les blessés, le cas des morts est très complexe ".

A Bamako, le ministre de la Défense, Soumeylou Boubèye Maïga, a indiqué que le bilan des affrontements n'était pas encore disponible.

Avancée militaire du MNLA

Après le contrôle de Kidal, le MNLA annonçait une reprise en main de plusieurs autres villes du nord du pays. Dès mercredi, le MNLA annonçait avoir repris la ville de Ménaka au nord-est du Mali. Selon des habitants joints ce jeudi matin, la ville est calme, les groupes armés ne sont pas visibles et les militaires maliens ont passé la nuit au camp militaire sous la protection des soldats nigériens de la Minusma.

A Ménaka un groupe de Ganda Izo, une milice sédentaire, a été désarmée mercredi et un de leurs éléments a été tué. Enfin, les locaux de deux ONG auraient été détruits, nous expliquent des témoins.

Plus à l'Est, vers le Niger, à Andérambukane, les militaires maliens ont abandonné leurs positions pour se replier sur la frontière. A Anéfis, là encore l'armée malienne s'est effacée et s'est repliée sur Gao. A Aguelhok, les militaires maliens ont trouvé refuge auprès de la Minusma. Enfin à l'Ouest, dans la région de Tombouctou, des troupes des groupes armés ont été repérées non loin de Léré et de Goundam.

Le MNLA affirme qu'il ne veut pas la guerre, mais que cette avancée militaire signe un nouveau rapport de force en vue des futures négociations. " La déroute de l'armée malienne à Kidal a changé la donne ", commente un porte-parole du mouvement.

Source : rfi.fr

Le processus du Millenium Challenge Corporation suit son cours au Togo

Le processus d'éligibilité du Togo au programme Millénium Challenge Corporation (MCC), une initiative des Etats-Unis d'Amérique pour réduire la pauvreté à travers le financement de programmes de développement, est à un autre tournant jeudi à Lomé avec l'entrée dans le processus des organisations de la société civile (OSC).

" Sur sa plus récente fiche de résultats, le score du Togo était juste

La table lors de la rencontre

Pendant des heures, les représentants des OSC seront initiés aux critères d'éligibilité et leur rôle dans ce processus.

Ouvrant les travaux, le ministre de la Planification, du Développement et de l'Aménagement du Territoire, Djossou Sémodji a rappelé que pour être éligible, le Togo doit remplir certains critères de performance. Il s'agit, selon lui, des indicateurs de " politique indépendante et transparente ", notamment la gouvernance juste, l'investissement dans le capital humain et l'encouragement de liberté économique.

" Les grands chantiers de réformes entreprises par le Togo ces dernières années afin de promouvoir le développement économique et social du pays requièrent une importante mobilisation des ressources. C'est dans ce souci davantage de ressources pour relever ces défis que les plus hautes autorités se sont engagées ", a-t-il expliqué.

Présents à cette rencontre, l'ambassadeur des Etats-Unis au Togo, Robert Whitehead et la représentante-résidente du Programme des nations Unies pour le développement (PNUD), Khardiata Lo N'diaye, n'ont pas manqué de donner les informations sur le " scorecard " du Togo et les efforts à fournir dans l'avenir pour bénéficier des avantages de ce programme.

au-dessous de la moyenne dans dix (10) catégories. Mais le comportement des élections législatives de juillet 2013 était telle Que le Togo bénéficiera certainement d'une amélioration sur la prochaine fiche de score dans la catégorie des droits politiques ", a déclaré l'ambassadeur.

Pour Mme Lo N'diaye, le Togo a fait des progrès qui pourraient contribuer à " verdir " son scorecard en 2015. " La disponibilité en temps voulu des données statistiques et la communication sur les mesures prises et les résultats des réformes engagées par le gouvernement constituent des défis pour l'éligibilité du To ", a-t-elle ajouté.

Proposé par l'ancien président américain, Georges W. Bush et conçu par le congrès américain en janvier 2014, le MCC bénéficie déjà à tous les pays limitrophes du Togo. Depuis sa mise en place, il a signé 26 accords de dons de financement de programmes dont 15 avec les pays africains pour près de 5,8 milliards de dollars.

Source : afreepress

Stratégie de croissance Accélérée et de promotion de l'emploi (SCAPE) :

Les rapports-Bilan de la mise en œuvre par axe pour l'année 2013 validés

La stratégie de croissance accélérée est le creuset de référence et la feuille de route pour orienter et canaliser les interventions prioritaires du gouvernement pour tous les acteurs de 2013 -2017. Pour se faire, sur la base des orientations du secrétariat technique du DSRP, les acteurs du développement à savoir secteur public, partenaires au développement, secteur privé, société civile et les organisations syndicales valident les rapports-bilan par axe de la première année de la mise en œuvre de la stratégie de croissance accélérée et de promotion de l'emploi(SCAPE) du 19 au 23 mai à Lomé.

La table à l'ouverture des travaux de l'atelier

Cet atelier de validation ouvert par le directeur de cabinet du ministère de la planification du développement et de l'aménagement du territoire M. Edjewou Essohanam en présence du secrétaire technique Paul Kamaga et du coordonnateur de volet 1 du projet d'appui Institutionnel (PAI2) M. Sylvain Degbé.

Cette validation qui permettra de produire le rapport global qui conduira à la revue annuelle conjointe prévue pour le mois de juillet va axer ses préoccupations sur la validation des 05 rencontres en vue de l'obtention d'un consensus sur sa mise en œuvre après 01 an de mise en œuvre. Il va s'agir de l'état de la mise en œuvre de chaque axe, présentant l'état des réalisations physiques et financières, les indicateurs de performance obtenus et le bilan des réalisations ; l'analyse réalisée des capacités de mise en œuvre et de suivi-évaluation ; un ensemble de recommandations sera formulé pour améliorer la mise en œuvre de la SCAPE en vue de l'atteinte de ses objectifs.

L'ensemble des activités de la SCAPE sont appuyé par le volet 1 du projet d'appui Institutionnel (PAI2) financé par l'Union Européenne et mis en œuvre par le programme des Nations Unie pour le développement(PNUD) et le MPDAT.

La SCAPE cadre avec les objectifs du millénaire pour le développement car d'après ce document la plupart des états n'atteindront pas les objectifs du millénaire pour le développement à 2015 et d'ores et déjà on parle de l'agenda après 2015.

Le directeur de cabinet a présenté l'importance que revêt cet atelier pour le Togo. Sous la réserve des amendements pour parfaire le document validé plusieurs indicateurs suivant les secteurs ont été renseignés.

Pour l'éducation 16 des 18 indicateurs ont été renseignés, dans le secteur de la santé 9 des 14 indicateurs ont été renseignés. La redéfinition de certains indicateurs a été soulevée en vue de définir clairement les points d'achoppement.

Adam

Cérémonie de reconnaissance officielle de Togbui Komlan Aziagbédé-Hossou IV en images

Présentation de la succession du trône à Vakpossito

Les officiels présents lors de la reconnaissance de Togbui Komlan Aziagbédé-Hossou IV

Une prestation traditionnelle

Vue partielle de l'assistance lors de la cérémonie

Le ministre Bawara lors de son allocution de circonstance

Le ministre Bawara(g) remettant officiellement le décret

Le nouveau Chef Canton prononçant l'allocution de remerciement

Photo de famille des Chefs tranditionnels

Récépissé n°0254/29/10/04 HAAC

L'ÉVEIL de la nation

Siège : Adidoadin, Pavée Prolongé, 2ème Carré après la Pharmacie Le Galieen
Tél: (00228) 22 32 85 95
Directeur de Publication:
Sama T. DJOBO
(00228) .90 03 17 74
.98 62 72 72

Responsable commercial:
Adam Adjronou
90 11 87 88
Rédaction:
Biva KPELAFIA,
Sam DJOBO,
Adam A.
Armand Attisso

Secrétariat :
AGBERE Takira

Imprimerie:
La Colombe
Tirage :
2.500 exemplaires